

DOCUMENT UNIQUE

valant Candidature, Cahier des Clauses Particulières et Acte d'Engagement

Marché n° ARSB-SSE-2025-01

Marché relatif à la réalisation de diagnostics techniques de balnéothérapies en Bretagne

Le marché est passé selon la procédure adaptée conformément aux dispositions de l'art. L2123-1 de l'ordonnance 2018-1074 et de l'art. R2123-1 du décret 2018-1075 relatif à la commande publique.

Le présent document comporte 12 pages numérotées de 1 à 12

SOMMAIRE

Article 1 - Objet et forme du marché	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Forme du marché	3
1.3 - Allotissement	3
Article 2 - Les cocontractants.....	3
2.1 - L'acheteur	3
2.2 - Identification de la société.....	3
Article 3 - Objet de la candidature.....	4
Article 4 - Documents contractuels	4
Article 5 - Durée du marché	4
Article 6 - Avance	5
Article 7 - Commandes	5
7.1 - Modification du bon de commande	5
7.2 - Suspension du bon de commande	5
7.3 - Interruption du bon de commande	6
7.4 - Conditions d'exécution des prestations	6
7.5 - Devoir de Conseil.....	6
Article 8 - Prix du marché.....	7
Article 9 - Facturation	7
Article 10 - Règlement	7
Article 11 – Prestations techniques (détails des prestations demandées)	8
Article 12 - Attestation sur l'honneur.....	8
Article 13 - Assurances	8
Article 14 - Confidentialité.....	8
Article 15 - Propriété des résultats	8
Article 16 - Protection des données à caractère personnel	8
16.1 - Objet.....	8
16.2 - Description du traitement de données à caractère personnel	9
16.3 - Durée de l'engagement.....	9
16.4 - Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur	9
Article 17 - Pénalités	11
17.1 - Exécution par défaut	11
17.2 - Pénalités	11
17.3 - Pénalités de retard	11
Article 18 - Litiges	11
Article 19 - Dérogations au CCAG.....	12
Article 20 - Signature du marché.....	12
20.1 - La société	12
20.2 - L'acheteur	12

Article 1 - Objet et forme du marché

1.1 - Objet

Le marché a pour objet la réalisation de diagnostics techniques de balnéothérapies libérales à l'échelle de la région Bretagne au regard des règles d'hygiène et de sécurité applicables aux piscines accueillant du public.

Code CPV : 71621000-7 _ Services d'analyse technique ou services de conseil

1.2 - Forme du marché

Le marché est passé selon la procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article L2123-1 de l'ordonnance 2018-1074 et de l'article R2123-1 du décret 2018-1075 relatif à la commande publique.

1.3 - Allotissement

L'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Article 2 - Les cocontractants

Le présent marché est conclu entre :

L'Agence Régionale de Santé (ARS) Bretagne, ci-après dénommée « l'acheteur »
et

La société retenue suite à l'appel d'offre lancé sur la base du présent document ci-après dénommée « le titulaire ».

2.1 - L'acheteur

Signataire : Directrice Générale de l'ARS Bretagne
Numéro SIRET : 130 007 966 00075
Adresse : 6 Place des colombes
CS 14253
35042 Rennes
Tel : 02 90 08 80 00

2.2 - Identification de la société

Nom de la société :
Nom signataire :
Adresse :
Téléphone :
Courriel :
SIRET :
Coordonnées bancaires IBAN (joindre RIB) :

2.2.1 - Groupement d'entreprises

- Nature du groupement :

Le candidat est un groupement d'entreprises : ☐ conjoint ou ☐ solidaire

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire : ☐ oui ou ☐ non

- Identification des membres du groupement :

Nom de la société et nom représentant identifié, adresse, téléphone, télécopieur, courriel, SIRET, Coordonnées bancaires IBAN (joindre RIB)	Répartition des prestations avec indication des montants HT

- Identification mandataire :

Nom de la société :

Nom signataire :

Adresse :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

SIRET :

Coordonnées bancaires IBAN (joindre RIB) :

Les membres du groupement :

- ☐ signent individuellement l'offre du groupement et toutes modifications ultérieures du marché public ou de l'accord-cadre
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, l'offre du groupement et toutes modifications ultérieures du marché public ou de l'accord-cadre, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur ou de l'entité adjudicatrice et pour coordonner l'ensemble des prestations

2.2.2 - Sous-traitance

Déclaration de sous-traitant(s) (pour chaque sous-traitant déclaré un formulaire DC4 est obligatoire) :

Nom de la société :

Nom signataire :

Adresse :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

SIRET :

Article 3 - Objet de la candidature

La candidature est présentée pour le marché public ou pour l'accord-cadre (en cas de non-allotissement).

Article 4 - Documents contractuels

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- le document unique valant candidature, cahier des clauses particulières et acte d'engagement et son annexe : bordereau des prix ;
- le mémoire du candidat ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables (à télécharger) aux fournitures courantes et services (CCAG FCS arrêté du 30 mars 2021) : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos des factures, et contraire aux documents contractuels indiqués ci-dessus, est réputée non écrite.

Tous les documents relatifs au marché sont rédigés en langue française.

Les exemplaires de ces documents conservés dans les archives de l'administration font seuls foi en cas de litige.

Article 5 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une période de 8 mois.

Il pourra être reconduit 4 mois par reconduction tacite, sans que la totalité du marché ne puisse excéder 12 mois.

Le marché entrera en vigueur à sa date de notification.

Montant maximum du présent accord cadre conformément à l'article R 2162-4 du code de la commande publique : 120 000€ HT.

Article 6 - Avance

Conformément à l'article R2191-3 et l'article R2191-7 du Code de la Commande Publique, pour ce marché n° ARSB-SSE-2025-01, l'acheteur n'accorde pas d'avance.

Article 7 - Commandes

L'exécution des prestations par le titulaire est subordonnée à l'émission de bons de commande par l'ARS Bretagne. Les bons de commande peuvent être émis à compter de la notification du marché et jusqu'au dernier jour de validité du marché.

L'ARS Bretagne adresse le bon de commande au titulaire par tout moyen permettant d'attester la date de réception du bon de commande (échanges dématérialisés, supports électroniques, télécopies, ...).

L'acheteur fournira, lors des commandes, les informations nécessaires à la bonne exécution des prestations par le titulaire :

- référence du marché ;
- numéro de commande ;
- données de facturation : numéro de l'engagement et ode service ;
- détail des prestations à réaliser et quantités souhaitées ;
- lieu d'exécution ou de livraison.

Le marché s'exécute à compter de la date de réception du premier bon de commande par le titulaire et jusqu'à l'admission de la dernière prestation.

Dans le cas où certaines prestations listées dans un bon de commande ne pourraient être réalisées pour des raisons extérieures au titulaire et à l'acheteur, aucune facturation ne pourra être réalisée par le titulaire.

Les prestations non réalisées pourront éventuellement être effectuées dans un délai supplémentaire, sur demande de l'acheteur.

7.1 - Modification du bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur pourra modifier les prestations objet du bon de commande correspondant.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative des autorités publiques ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter sans supplément de coût pour L'acheteur dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

L'acheteur se réserve le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des prestations nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour.

L'acheteur pourra seul décider de passer un avenant au dit marché afin de prendre en compte les évolutions précitées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande entraîne une réduction du champ d'intervention du titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable à l'acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

7.2 - Suspension du bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part de l'acheteur.

A l'expiration de cette durée, l'acheteur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations, objet du ou des bons de commandes suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

7.3 - Interruption du bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur peut en interrompre l'exécution.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité. Dans les autres cas, l'interruption d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de l'acheteur.

7.4 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de lancement de la consultation).

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande, dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de réception du bon par le titulaire.

Concernant le personnel d'exécution, les prestations sont effectuées sous la direction du titulaire qui doit se conformer strictement :

- aux prescriptions du document unique et ses annexes pour l'exécution des prestations ;
- aux lois, décrets, arrêtés, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs en situation irrégulière ;
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale ;
- à l'ensemble des consignes intérieures édictées par la personne publique contractante.

Le titulaire doit fournir la liste nominative des employés affectés à l'exécution du présent marché, ainsi que leur qualification, dans les huit jours à compter de la date de notification de l'acceptation du marché.

Elle doit être tenue à jour et faire mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition de l'équipe. Tout changement de personnel affecté à la réalisation du marché doit être soumis préalablement à l'appréciation de l'acheteur.

En cas d'absence supérieure à 15 jours, ou de départ d'une personne affectée au projet, le titulaire doit, dès qu'il en a connaissance, en aviser l'acheteur et prendre toute disposition nécessaire pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant de qualification équivalente et d'en communiquer le nom et les titres à l'acheteur dans un délai de 15 jours. Le titulaire assurera à ses frais la formation du remplaçant, destinée à la transmission des connaissances du projet nécessaires à son intervention.

L'acheteur se réserve le droit de demander au prestataire le remplacement d'un ou de plusieurs intervenants du prestataire membres des équipes proposées.

L'acheteur peut également demander le retrait de tout personnel qui ne se conforme pas aux dispositions du document unique et ses annexes.

Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelle que cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ainsi que des vols qui peuvent être commis par ses agents.

7.5 - Devoir de Conseil

Le titulaire du marché public est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le présent marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet du marché public qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

Le titulaire souscrit une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances du pouvoir adjudicateur. Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine de prestations objet du présent marché public mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité du pouvoir adjudicateur. A ce titre, le titulaire s'engage à :

- alerter le pouvoir adjudicateur sur tout événement, y compris imputable à ce dernier ou à un tiers à, tout choix ou toute demande effectuée par le pouvoir adjudicateur, dont le titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence sur les conditions d'exécution du marché ;
- contrôler tous les documents et informations techniques qui lui sont communiqués par le pouvoir adjudicateur ou une personne désignée par le pouvoir adjudicateur afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, la mettre en garde sur toute erreur ou oubli relevé ;
- mettre à disposition du pouvoir adjudicateur son conseil et assistance technique pour tout incident et, en particulier, intervenir immédiatement à la demande de ce dernier et à proposer tout complément, toute variante ou amélioration des prestations et des méthodes et règles adoptées qui lui sembleraient recommandables ou souhaitables.

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat sur l'ensemble des prestations du présent marché public. Sous réserve des stipulations, le titulaire met en œuvre son savoir-faire et les moyens dont il est réputé détenir la maîtrise pour exécuter et réaliser les prestations dans les conditions les plus favorables à l'économie du présent marché.

Article 8 - Prix du marché

Les prix sont exprimés en euros et s'entendent libres de taxes.

Le candidat ou l'ensemble des membres du groupement s'engage à livrer les fournitures demandées ou à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans l'annexe financière jointe au présent document et ceux-ci sont franco de port.

Article 9 - Facturation

Les factures sont établies au fur et à mesure de la réalisation des prestations au nom de l'Agence Régionale de Santé Bretagne. Elles comportent les éléments suivants :

- Le numéro du marché : N° ARSB-SE-2022-01
- Date d'émission de la facture
- Identification du titulaire
- N° SIRET
- Le code IBAN et les référence du compte bancaire
- La période concernée et le détail des prestations fournies
- Les montants hors taxes et TTC.

Transmission des factures :

Dépôt dématérialisé sur le portail « Chorus Pro » en suivant ce lien : [/https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro](https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro) et en utilisant le numéro SIRET de l'agence (article 2 -1) ainsi que les éléments suivants qui seront transmis lors de l'envoi de la ou les commandes :

Rubriques	Informations requises
N° de SIRET de l'ARS	13000796600075
N° d'engagement	E2025000 indiqué lors de l'envoi du/des bons de commande
Code Service	FIR

L'ARS Bretagne attire l'attention du futur titulaire sur le fait qu'elle n'utilise pas CHORUS comme logiciel comptable et qu'elle n'entre pas les données relatives à ses engagements sur le portail « Chorus Pro ».

Article 10 - Règlement

Le délai global de paiement, à compter de la date de réception de la facture est de 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 11 – Prestations techniques (détails des prestations demandées)

Le candidat se reportera au CCTP annexé et ne pourra ignorer l'ensemble des articles mentionnés.

Article 12 - Attestation sur l'honneur

Au stade de la candidature, le candidat s'engage sur l'honneur à présenter :

- Les capacités nécessaires à l'exécution du marché public (professionnelles, financières, assurances)
- Ne pas faire l'objet de l'interdiction de soumissionner aux marchés publics (art L2141-1 de l'ordonnance 2018-1074)

Les capacités attestées sur l'honneur et la vérification des obligations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par L'acheteur avant notification à l'attributaire ; dont le certificat attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail (certificat non exigé pour un candidat de moins de 20 salariés).

Article 13 - Assurances

Le titulaire doit justifier avant tout commencement d'exécution du présent marché, et pour la durée de celui-ci, qu'il a souscrit une (des) police(s) d'assurance couvrant sa responsabilité, ainsi que celle de ses commettants ou préposés, à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Article 14 - Confidentialité

Au cours de l'exécution du présent marché, le prestataire sera amené à prendre connaissance d'informations à caractère confidentiel.

On entend par « informations confidentielles » au sens du présent marché, les informations de toute nature, techniques, financières, comptables, administratives, tous plans, études, audits, toutes données, quelle qu'en soit la forme ou le support, incluant, sans limitation les communications orales, écrites ou fixées sur un support quelconque et communiquées au titulaire ou celles dont ce dernier aurait pu avoir connaissance du fait de la réalisation des prestations objet du présent marché, ou par tout autre moyen, se rapportant directement ou indirectement au marché ou à l'activité du prestataire.

Le prestataire s'engage à observer ou faire observer la plus stricte confidentialité à l'égard des informations confidentielles et à prendre toute mesure nécessaire pour en préserver la confidentialité. Pour garantir la confidentialité, le prestataire s'interdit :

- toute divulgation, quelle qu'elle soit, à quelque titre que ce soit, des informations confidentielles ;
- d'utiliser ou d'exploiter partiellement ou totalement les informations confidentielles, sous quelle que forme que ce soit et notamment dans le cadre d'autres missions auprès d'autres clients.

Article 15 - Propriété des résultats

Les résultats des travaux réalisés dans le cadre de ce marché seront la propriété de l'ARS Bretagne, qui pourra les utiliser et les diffuser, en totalité ou de façon partielle, à son entière discrétion.

Article 16 - Protection des données à caractère personnel

Pour l'application des présentes clauses, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD), **le responsable de traitement est l'acheteur public et le sous-traitant est le titulaire du marché public.**

16.1 - Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après (article 28 du RGPD). Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement européen sur la protection des données.

16.2 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) [...].
La nature des opérations réalisées sur les données est [...].
La ou les finalité(s) du traitement sont [...].
Les données à caractère personnel traitées sont [...].
Les catégories de personnes concernées sont [...].
Pour l'exécution du service objet du présent contrat, l'acheteur met à la disposition du titulaire les informations nécessaires suivantes [...].

16.3 - Durée de l'engagement

Les présentes clauses entrent en vigueur à compter de la date de signature du marché pour toute la durée d'exécution du marché.

16.4 - Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur

1. Confidentialité des données

Le titulaire du marché public s'engage à :

- a) traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/ont l'objet des présentes clauses
- b) garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre des présentes clauses
- c) veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu des présentes clauses :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- d) prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

2. Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifique :

- il informe préalablement, par écrit, l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants ;
- il indique clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

L'acheteur dispose d'un délai minium de 30 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais du formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4) actualisé des exigences du RGPD.

3. Droit d'information des personnes concernées

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'acheteur avant la collecte de données.

4. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à ARS-BRETAGNE-DPO@ars.sante.fr .

5. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a connaissance, par courrier électronique à ARS-BRETAGNE-MARCHES-PUBLICS@ars.sante.fr et ARS-BRETAGNE-DPO@ars.sante.fr .

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel ;
- les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation ;
- les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises pour remédier à la violation de données à caractère personnel.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

6. Analyse d'impact

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données (AIPD/PIA).

7. Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

Décrire, si ces informations ne figurent pas en annexe ou dans tout autre document particulier du présent marché public, les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres possibilités :

§ *la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel*

§ *les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;*

§ *les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;*

§ *une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement]*

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues par [code de conduite, certification].

[Dans la mesure où l'article 32 du règlement européen sur la protection des données prévoit que la mise en œuvre des mesures de sécurité incombe au responsable du traitement et au sous-traitant, il est recommandé de déterminer précisément les responsabilités de chacune des parties au regard des mesures à mettre en œuvre]

8. Sort des données

Au terme de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le titulaire du marché doit justifier par écrit de la destruction.

9. Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

10. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire **tient par écrit un registre** de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

11. Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

12. Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées au II des présentes clauses ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

13. Non-respect de ses obligations par le titulaire

La responsabilité du titulaire peut être engagée en cas de manquement aux obligations spécifiques imposées par le règlement européen sur la protection des données.

Toute personne ayant subi un dommage du fait d'une violation du règlement européen peut obtenir la réparation intégrale de son préjudice.

Le titulaire peut également faire l'objet de sanctions administratives importantes en cas de méconnaissance des dispositions du règlement, notamment des amendes pouvant s'élever jusqu'à 4% du chiffre d'affaires annuel mondial de l'exercice précédent.

Article 17 - Pénalités

17.1 - Exécution par défaut

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché, L'acheteur se réserve le droit de passer commande auprès d'un autre prestataire, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût au titulaire défaillant.

17.2 - Pénalités

Le choix du prestataire étant pour partie basé sur la qualité des intervenants, toute modification apportée à l'équipe décrite dans l'offre du candidat et qui n'aurait pas fait l'objet d'une validation préalable de l'ARS Bretagne, pourra entraîner le rejet de la prestation. Une prestation rejetée ne pourra pas être facturée. Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

17.3 - Pénalités de retard

Au démarrage du marché, un calendrier d'exécution des prestations sera convenu entre l'ARS Bretagne et le titulaire. Si les délais sur lesquels le titulaire s'est engagé ne sont pas respectés de son fait, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une réfaction de sa facture de 30 € par jour calendaire de retard.

Article 18 - Litiges

En vue de trouver une solution amiable à tout litige qui surviendrait dans l'exécution du présent marché, l'ARS Bretagne et le titulaire conviennent de se réunir dans les cinq jours à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiée par l'une des deux parties.

En cas de litige, il pourra être fait appel au comité consultatif de règlement amiable.

Les litiges qui ne reçoivent pas de solution amiable relèvent du Tribunal Administratif de Rennes, qui peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 19 - Dérogations au CCAG

Le présent document déroge au CCAG FCS arrêté du 30 mars 2021 en son Article 17 intitulé "Pénalités".

Article 20 - Signature du marché

20.1 - La société

Après avoir pris connaissance des conditions administratives et des exigences techniques, j'accepte et m'engage, sur la base de mon offre à exécuter les prestations demandées et à livrer les fournitures aux prix indiquées en annexe.

Nom, prénom et qualité du signataire et des membres(*) si groupement d'entreprises	Lieu et date de signature	Signatures

(*)Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la société qu'il représente

20.2 - L'acheteur

☐ Désignation de l'acheteur

Mme La Directrice de l'Agence Régionale de Santé Bretagne
6, place des Colombes – CS 14253
35042 Rennes Cedex
Téléphone : +33 2.90.08.80.00

A, le

Signature :